



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE DE L'OUEST

(HORS NIGÉRIA-GHANA)

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

D'ABIDJAN

N° 402 – 04 juin 2021

Régional

Lancement du programme « Talents Africains à l'International »

Le 1^{er} juin 2021, s'est tenue [la cérémonie d'ouverture du programme « Talents Africains à l'International »](#) (TAI), s'inspirant du modèle du Volontariat International en Entreprise (VIE) français et visant à favoriser l'emploi et la mobilité des jeunes diplômés. Ce programme, déployé au 1^{er} trimestre 2022, concernera dans un premier temps le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire et le Sénégal, avant d'être étendu à tous les états membres de l'UEMOA. Il sera financé par le gouvernement français à hauteur de 520 000 EUR et Business France sera en charge de sa mise en œuvre.

Bénin

Légère hausse des productions céréalière et légumineuse en 2020-2021

Malgré l'impact de la pandémie de COVID-19, selon le gouvernement, le Bénin a connu une hausse de ses productions céréalière et légumineuse respectivement de l'ordre de [1,2% et 0,5% au cours de la campagne 2020-2021](#). La production de coton est estimée à 730 000 tonnes contre 715 000 tonnes à l'issue de la précédente campagne agricole, hissant le pays au rang de premier producteur de coton en

LE CHIFFRE À RETENIR

57%

De la population sierra-léonaise en insécurité alimentaire en 2020.

Afrique. [La campagne agricole 2021-2022 été lancée le 27 mai 2021 à Grand Popo.](#)

Burkina Faso

Une prévision de 6 M tonnes de céréales pour la campagne agricole 2021-2022

Lors du lancement de la campagne agricole 2021-2022 qui s'est tenu le 27 mai, le gouvernement burkinabè a annoncé un [objectif de production de près de 6 M tonnes de céréales](#), dont 1 M tonnes de riz. Il est également attendu 1,7 M tonnes de cultures de rente et 989 023 tonnes d'autres cultures vivrières. Les autorités ont aussi annoncé des appuis aux producteurs, notamment: 30 836 tonnes d'engrais, 5 000 tonnes de semences améliorées et 368 équipements motorisés. Pour accroître la productivité agricole, de nouveaux bas-fonds, périmètres irrigués et périmètres maraichers seront aménagés au profit des producteurs. Le représentant résident de la FAO a annoncé la

mise à disposition par l'institution de 630 M FCFA (961,6 K EUR) pour l'acquisition d'intrants et d'équipements agricoles. Par ailleurs, [selon le Comité de prévision de la situation alimentaire et nutritionnelle \(CPSA\)](#), le pays a enregistré lors de la campagne précédente une baisse des superficies cultivées de près de 4%, en raison de l'insécurité et des déplacements de populations (selon le Conseil national de secours d'urgence et de réhabilitation, [1,2 M personnes déplacées internes enregistrées au 30 avril 2021](#)).

Cap-Vert

Baisse de 32% des IDE entrants en 2020

[Les investissements directs étrangers \(IDE\) ont chuté de 32% en 2020](#), pour s'établir à environ 7,2 Mds CVE (65,3 M EUR). Le Portugal est le premier pays investisseur au Cap-Vert, atteignant 1,4 Md CVE (13,3 M EUR) de flux d'IDE en 2020, après une chute de -907,4 M CVE (8,2) en 2019. La moitié des IDE portugais au Cap-Vert concernent le tourisme et l'immobilier touristique. Les IDE espagnols ont augmenté de 39% pour atteindre 1,2 Md CVE (11,3 M EUR) en 2020, tandis que les investissements angolais sont tombés à 242,1 M CVE (2,18 M EUR) et les investissements chinois à 215,8 M CVE (2 M EUR).

Baisse de 93,6% des activités de l'industrie hôtelière au 1^{er} trimestre 2021

L'industrie hôtelière a enregistré environ 12 000 clients au premier trimestre 2021, correspondant à [une baisse de 93,6% par rapport au même trimestre en 2020](#). Sur la même période, les nuitées ont diminué de 97,4 %. Le principal marché extérieur de l'industrie hôtelière est le Portugal avec 16,6% des clients, suivi de la France, des États-Unis et de l'Espagne, qui représentent respectivement 8,6%, 6,1% et 2,8% de la clientèle.

Côte d'Ivoire

La déclaration en ligne du rapatriement des recettes d'exportation obligatoire à partir du 1^{er} juillet

Selon un [communiqué](#) de la Direction générale du Trésor et de la Comptabilité publique, tous les rapatriements des recettes d'exportation devront être obligatoirement déclarés en ligne, via la plateforme du [Guichet Unique du Commerce Extérieur](#) à compter du 1^{er} juillet 2021. Cette décision vise à améliorer le taux de rapatriement des recettes d'exportation de la Côte d'Ivoire et le rendre conforme à celui prescrit par l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) qui est de 80%. Pour rappel, le taux de rapatriement des recettes d'exportation du pays s'est établi à 76% en 2019, en très forte progression comparativement au taux de 9,1% enregistré en 2013.

Bpifrance lance officiellement « Inspire & Connect »

Bpifrance a lancé le 2 juin à Abidjan « [Inspire & Connect](#) », premier événement de Bpifrance dédié à la collaboration entre entreprises françaises et africaines (Casablanca et Nairobi accueilleront les deux autres forums similaires). Pour information, l'institution a financé depuis 5 ans plus de 700 M EUR de projets sur tout le continent et souhaite doubler le montant des investissements directs pour engager 1,5 Md EUR d'ici 2024, toutes solutions confondues (crédit, investissements, assurances, accompagnement des entrepreneurs). En marge du forum, [un protocole d'accord a été signé entre l'État de Côte d'Ivoire et Bpifrance](#); celui-ci permettra à Bpifrance d'apporter assistance et conseils au gouvernement ivoirien dans sa politique de soutien aux PME, notamment par la création d'une banque publique dédiée aux entrepreneurs ivoiriens.

Lancement du projet « Korylé » pour le recyclage des déchets de la construction

Le 3 juin, le ministre français Délégué au Commerce extérieur et le Ministre de l'Environnement et du Développement Durable ont signé un protocole d'accord (MoU) afin de lancer une filière de revalorisation des déchets de la construction en Côte d'Ivoire. Ce projet, financé par la direction générale du Trésor - [sous la forme d'un don FASEP](#) - est porté par un consortium de quatre entreprises spécialisées dans la construction et l'économie circulaire : Bouygues Construction, Backacia, Néo-Eco et Valame. A partir des déchets issus de la réhabilitation du CHU de Yopougon et de la construction de la Ligne 1 du Métro d'Abidjan, Korylé créera des « éco-matériaux » réutilisables directement sur les chantiers. Le pilote durera 16 mois et se concentrera également sur l'inertage de l'amiante.

Guinée

Lancement des travaux d'extension et de modernisation de l'aéroport de Conakry-Gbessia

[Les travaux de construction d'une clôture périmétrique de sécurité de 12 km autour de l'aéroport international de Conakry-Gbessia ont été lancés le 2 juin 2021](#), en présence des autorités guinéennes, des représentants du groupe Aéroport de Paris, du fonds Africa50 et du constructeur WIETC. Ces travaux marquent le lancement du [projet d'extension et de modernisation de l'aéroport](#) qui comprend une nouvelle aérogare d'une superficie de 20 000 m², permettant de tripler le nombre de voyageurs (environ 600 000 par an en 2019) et de répondre aux prévisions de trafic à l'horizon 2031, une aire de stationnement, la rénovation et l'extension de la piste et des voies de circulation principales. Ce projet fait l'objet d'un investissement s'élevant à environ 160 M EUR.

Mali

Le pays suspendu des institutions de la CEDEAO

La Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a tenu, le 30 mai 2021, un [Sommet extraordinaire sur la situation politique au Mali](#). A la suite des discussions, les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont, entre autres, décidé de suspendre le Mali des institutions de la CEDEAO et réaffirmé la nécessité de veiller au respect de la période de transition de 18 mois, comme il avait été décidé à Accra. Dans ce cadre, la date du 27 février - déjà annoncée pour l'élection présidentielle - devra être maintenue. Aucune sanction d'ordre économique n'a été adoptée au cours de ce sommet.

Mauritanie

40 Mds USD pour le financement d'un projet d'hydrogène vert de 30 000 GW

Le gouvernement mauritanien et la société CWP (société d'énergies renouvelables) ont signé [un protocole d'accord pour le développement du projet « Power-to-X »](#) de 30 GW pour un montant de 40 Mds USD. Le projet baptisé « AMAN », sera implanté dans le nord du pays sur un site désertique d'environ 8 500 km². Il combinera production éolienne et solaire pour alimenter des électrolyseurs et ainsi produire de l'hydrogène vert. Le gouvernement a ouvert la porte aux investisseurs internationaux afin d'exploiter son potentiel en énergie renouvelable et exporter de l'hydrogène vert et dérivés vers les marchés mondiaux d'ici 6 à 8 ans.

58 M USD de la BM pour le pastoralisme et le système des filets sociaux

Le ministre des Affaires économiques et la représentante résidente de la Banque mondiale ont signé, le 28 mai à Nouakchott, [deux accords](#)

[de financement d'une enveloppe globale de 58 M USD](#). Le premier accord porte sur la phase 2 du Projet d'Appui au Pastoralisme dans le Sahel (PRAPS-II). Pour rappel, ce projet est destiné à renforcer la résilience agropastorale de certaines zones cibles au Sahel. Le second accord porte sur [l'appui du système des filets sociaux II](#) dédié au renforcement de l'efficacité et l'efficience du système national de protection sociale et de la protection des ménages pauvres et vulnérables.

Niger

335 M USD pour le financement de 3 projets par la Banque mondiale

Le gouvernement nigérien et la Banque mondiale ont signé, le 29 mai 2021, [des accords de financement pour 3 projets d'un montant total de 335 M USD](#). Un premier accord concerne un financement d'un montant de 60 M USD de la phase 2 du Projet d'Appui au Pastoralisme au Sahel (PRAPS). Le 2^{ème} financement d'un montant de 175 M USD concerne le projet d'amélioration de la connectivité nord-est du Niger qui mettra l'accent sur la réhabilitation du segment de route Tanout - Tiguidit et l'entretien du tronçon Agadez - Zinder – sur le corridor transsaharien. Le 3^{ème} accord porte sur un financement additionnel du projet de filet de sécurité adaptatif du Niger 2 (Niger ASP2) de 100 M USD. Par ailleurs, une allocation de 700 M USD a été annoncée pour aider le pays à faire face à l'impact de la crise sécuritaire et de la pandémie de la COVID-19.

Ratification de nouveaux projets de l'AFD et de la BEI

Le Parlement nigérien a ratifié, le 31 mai 2021, [trois projets de financement dans les secteurs de la santé et de l'énergie](#), pour un montant cumulé de 182 M EUR. Dans le détail, il s'agit de deux accords entre le Niger et la Banque Européenne d'Investissement (BEI) : (i) le premier portant sur le financement de 15 M EUR, destiné à appuyer le programme de riposte contre la COVID-19 ; et (ii) le second d'un montant de 140 M EUR pour

appuyer le projet d'expansion de l'accès à l'électricité. Enfin, le 3^{ème} projet porte sur un prêt d'un montant 27 M EUR, signé le 26 mars 2020 entre le Gouvernement et l'Agence française de développement (AFD), pour financer un projet de construction d'un centre national de contrôle de réseau à Niamey, qui sera piloté par la Nigelec (Société Nigérienne d'Electricité).

Sénégal

Emission d'un Eurobond de 775 M EUR

[Le ministère des Finances et du Budget a annoncé](#), le 2 juin 2021, la levée avec succès de 775 M EUR (508 Mds FCFA) sur les marchés via une nouvelle émission d'euro-obligations, d'une maturité de 16 ans, à un coupon de 5,375%. Cette opération aurait recueilli un carnet d'ordres près de 6 fois le montant recherché, témoignant d'un large succès. Les fonds obtenus permettraient (i) de racheter environ 70% de l'Eurobond expirant en 2024 et libellé en USD par de nouveaux titres en EUR, et (ii) de financer la participation du Sénégal dans le développement de projets pétroliers et gaziers. Pour rappel, la dernière émission d'Eurobond par le pays remonte à mars 2018 (1 Md EUR à un taux de 4,75% sur 10 ans, plus 1 Md USD à un taux de 6,75% sur 30 ans, sursouscrite près de dix fois).

Hausse de 4,7% de l'activité économique au premier trimestre 2021

[Selon la note de conjoncture de la direction de la prévision et des études économiques \(DPEE\)](#), l'activité économique s'est renforcée de 4,7% au cours des trois premiers mois de l'année en glissement annuel (g.a.). Cette performance a été permise grâce aux résultats encourageants des secteurs secondaire (+9,5% en g.a.) et tertiaire (+9,1% en g.a.). En effet, malgré la crise sanitaire persistante, un rebond a été noté notamment dans les secteurs de l'agro-alimentaire, la construction et la fabrication d'ouvrages en métaux, entre autres. La croissance du secteur tertiaire est tirée par la bonne tenue de l'activité des télécommunications, liée à une hausse

substantielle du trafic internet et des services aux entreprises.

Nouvel appui de 83 Mds FCFA de la BM pour la lutte contre les inondations

La BM a approuvé, le 28 mai 2021, [un financement de 83 Mds FCA](#) (127 M EUR) au Sénégal en appui (i) aux efforts visant à réduire les risques d'inondation dans les zones périurbaines de Dakar et (ii) à l'amélioration des capacités de planification et de gestion intégrées des risques d'inondation dans certaines villes du pays. Cette enveloppe vient renforcer le Projet de Gestion des Eaux Pluviales et d'Adaptation au Changement Climatique (PROGEP) dans sa deuxième phase (2021-2026); celui-ci prévoit l'aménagement de la zone de Keur Massar et d'autres régions du pays et devrait impacter plus de 120 000 personnes.

Sierra Leone

57% de la population en situation d'insécurité alimentaire

Selon [un rapport publié le 31 mai 2021](#) par le World Food Programme (WFP), l'insécurité alimentaire concerne 57% de la population sierra-léonaise en 2020 (contre 45% en 2010). Cette détérioration s'explique en partie par la

pandémie de la COVID-19, engendrant une baisse de la production et des difficultés supplémentaires d'accès au marché pour la population, également par l'augmentation du prix des aliments de base (+38% pour le riz en 2020 comparé à 2019 et +135% comparé à 2015) ou encore par des méthodes de collecte agricole dépassées.

Togo

La dette multilatérale a augmenté de moitié en 2020

Selon un récent [rapport](#) du ministère de l'Économie et des finances, la dette publique totale du Togo à fin 2020 s'établit à 2 555,4 Mds FCFA (3,9 Mds EUR), soit 59,4% du PIB. Elle est principalement dominée par la dette intérieure, qui en représente près de 62%. Sous l'effet des besoins de financement induits par la COVID-19, la dette multilatérale a enregistré la plus forte augmentation en 2020, soit +44% à fin 2020, atteignant 478 Mds FCFA (723,9 M EUR). Représentant désormais plus de 48% du portefeuille de la dette extérieure, la dette multilatérale est détenue principalement par trois institutions: le FMI (42%), la Banque mondiale (26%) et la Banque islamique de développement (12%).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international